



Lettre de veille du centre de ressources du **CAFOC**



L'essentiel de l'actualité de la formation professionnelle à destination des acteurs du réseau

Édition Spéciale Confinement du 26 mars 2020 - N°1

Face à la crise sans précédent que nous vivons actuellement, un seul mot d'ordre : **Adaptation**. La Lettre de veille du CAR, durant la période de confinement, se transforme en **lettre d'information hebdomadaire** et sera envoyée chaque jeudi. Elle se divise en 3 parties : la 1^{ère} relate l'**actualité brûlante du Coronavirus et ses répercussions sur notre secteur**, la 2^{ème} se compose de **brèves permettant de retenir l'essentiel de l'actualité** en quelques phrases, et la 3^{ème} propose de pallier cette actualité anxiogène en proposant des **ressources positives non dénuées d'humour**.

ACTUALITÉS : LES IMPACTS DE LA CRISE DUE AU CORONAVIRUS

Textes juridiques et autres ressources concernant le Coronavirus – Covid 19

Centre Inffo présente [un Focus sur les textes juridiques](#) en lien avec la pandémie du Coronavirus qui **impactent l'activité des entreprises dans le champ emploi-formation**. Il est mis à jour régulièrement. Centre Inffo propose également [une rubrique dédiée au Covid-19](#) et à son impact sur le secteur de la formation qui regroupe des actualités, une série de documents utiles, des informations sur le travail à distance ainsi qu'une revue de presse quotidienne.

Dans le contexte de l'épidémie de Coronavirus, Centre Inffo lance aujourd'hui **une série de 4 vidéos** proposées par **Fouzi Fethi**, responsable du pôle droit et politiques de formation au sein de l'association.

Episode 1 : [Covid-19 et formation – Contractualisation avec un individuel payant.](#)

Episode 2 : [Covid-19 et formation – CPF & un projet de transition professionnelle.](#)

Episode 3 : [Covid-19 et formation – Contractualisation avec une entreprise](#)

Episode 4, diffusé vendredi 27 mars, Covid-19 et formation – Prise en charge par l'opérateur de compétences

centre-inffo.fr, 23/03/2020 ([lien vers la page de la série](#))

Consulter les "Questions-réponses" du Ministère du Travail

[Questions-réponses Apprentissage](#)

[Questions-réponses Formation professionnelle des salariés, alternants et personnes en recherche d'emploi](#)

[Questions-réponses Mon Compte Formation](#)

[Questions-réponses pour les employeurs inclusifs](#)

travail-emploi.gouv.fr, du 20 au 24/03/2020

L'attestation de déplacement dérogatoire

La situation sanitaire actuelle nous oblige à adopter de nouvelles pratiques dans notre quotidien. Cependant **pour certaines personnes en difficulté avec la maîtrise de la langue française, compléter un document administratif peut se révéler difficile**. Afin de répondre aux injonctions mises en place, le **CDRIML Ile-de-France propose 2 versions de l'attestation de déplacement dérogatoire « faciles à lire »** : [une version simple](#) et une [version avec des pictogrammes](#). N'hésitez pas à les diffuser auprès de vos réseaux.

cdri-idf.ac-versailles.fr, 20/03/2020



Conséquences du Covid 19 sur la formation professionnelle et l'apprentissage

Publication de la loi sur les mesures d'urgence : ses impacts sur la formation

[La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#) publiée au JO du 24 mars, prévoit la mise en place, pour 2 mois, d'une série de mesures pour faire face à l'épidémie de Covid-19 qui impacte l'économie française. **Certaines de ces mesures concernent le secteur de la formation professionnelle.** Il s'agit notamment du **report des dates d'obtention de la certification Qualiopi** initialement prévues au 1^{er} janvier 2021 pour les organismes de formation et au 1^{er} janvier 2022 pour les CFA. Les nouvelles dates d'entrée en vigueur seront communiquées ultérieurement. **Des dispositions permettront à France compétences de disposer d'un délai supplémentaire afin d'enregistrer les certifications dans le répertoire spécifique.** Les conditions de versement des contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle seront aménagées en cohérence avec les dispositions qui seront prises en matière fiscale et sociale. **Les modalités de prise en charge des coûts de formation seront simplifiées** en privilégiant une logique forfaitaire, plus simple à mettre en œuvre. Des dispositions seront prises pour **éviter les ruptures dans la rémunération des stagiaires** de la formation professionnelle et aménager les circuits de paiement des cotisations sociales dues à ce titre.

aefinfo.fr, centre-inffo.fr et legifrance.gouv.fr, 23 et 24/03/2020

Comment France compétences prévoit d'assurer la continuité du système de formation et prépare la reprise

France compétences s'organise pour assurer la continuité du système de formation. Ses équipes soulignent toutefois que, au vu de la situation actuelle, elles "ne seront pas en mesure de répondre aussi rapidement aux sollicitations extérieures. Ces "mesures d'adaptation" de son organisation doivent permettre à France compétences de maintenir l'ensemble de ses missions et services, en particulier sur les questions financières. Pour autant, **France compétences ne peut se prononcer sur la nécessité de revoir ses niveaux et priorités de financement prévus pour 2020 du fait de la crise sanitaire actuelle.** "Comme tout le monde, nous sommes dans l'incertitude quant à la fin du confinement. Malheureusement, nous savons déjà que l'impact économique de cette crise est d'une ampleur considérable. Cela aura forcément des conséquences financières majeures sur l'ensemble des dispositifs et acteurs que nous finançons". France compétences assure un certain nombre de missions qui participent au bon fonctionnement du système. Les chantiers engagés sont maintenus mais voient leurs calendriers et conditions de réalisation adaptés :

- **l'apprentissage** : "maintien de l'exercice complémentaire de détermination des niveaux de prise en charge des contrats" lancé début février, mais avec un report de l'échéance accordée aux CPNE pour répondre ;
- **les certifications professionnelles** : maintien des travaux de la Commission nationale de certification en matière d'enregistrement aux répertoires nationaux, d'enrichissement de la liste des "métiers considérés comme particulièrement en évolution ou en émergence" ainsi que d'évolutions de son système d'information
- **le CEP** : maintien du service auprès des salariés et indépendants ainsi que des échéances de pilotage des opérateurs régionaux ;
- **la qualité en formation** : report de l'échéance pour la mise en conformité des instances de labellisation et suspension des audits initiaux au sein des organismes de formation ;
- **la médiation** : la médiatrice de France compétences continue à recevoir les réclamations individuelles. Elle reste joignable via le formulaire présent sur le site de l'institution.

aefinfo.fr, 25/03/2020

Mesures prises par les Régions

Régions de France [recense sur son site les mesures prises par les Régions](#) pour chaque grand secteur économique. **S'agissant de la formation professionnelle, les Régions s'engagent à maintenir le financement des frais pédagogiques des organismes de formation et la rémunération des stagiaires de la formation.**

regions-france.org, 23/03/2020

Les CPIR se mettent en ordre de marche pour maintenir les projets de transition professionnelle

Depuis une dizaine de jours, les associations Transitions Pro ou CPIR s'organisent pour assurer la continuité de leurs services. Le ministère du Travail a apporté des précisions sur la prise en charge et la continuité de ces parcours. La priorité a été donnée à la **recherche de continuité des projets de transitions professionnelle déjà engagés ou validés**. Par ailleurs, le réseau des Transitions Pro a décidé de **maintenir les commissions d'examen** des dossiers de transitions professionnelles prévues pour le mois de mars. Certaines maintiennent leurs prochaines commissions de recours. Pour ce qui est des commissions prévues en avril et mai, les associations Transitions pro ne se prononcent pas encore sur leur maintien ou leur report. Si elles venaient à être maintenues, il est toutefois probable qu'elles aient moins de dossiers à gérer. Pour favoriser la continuité pédagogique, et comme pour les apprentis ou les autres stagiaires en formation, les prestataires sont invités à trouver des solutions de formation à distance.

aefinfo.fr, 20/03/2020

L'Anaf préconise aux Opco de faire le lien entre apprenti, employeur et CFA et de financer l'équipement informatique

Dans le cadre de la crise liée au coronavirus, l'Association nationale des apprentis de France a adressé, le 23 mars 2020 [des recommandations aux Opco](#) afin de faciliter le passage de cette période pour les apprentis. Il s'agit de faire le **lien entre l'apprenti, l'entreprise et le CFA** d'une part et de rendre **l'équipement informatique nécessaire aux apprentis** pour se former à distance éligible à l'aide au premier équipement d'autre part.

aefinfo.fr, 24/03/2020

La Fnadir va lancer une enquête auprès de ses adhérents pour mieux les accompagner

La Fnadir lancera très prochainement une enquête auprès de ses 560 directeurs de CFA afin d'identifier leurs besoins en accompagnement afin d'établir un état des lieux et identifier les points de vigilance pour chacun d'entre eux. Les questions remontées du terrain font régulièrement l'objet de réponses du ministère du Travail. Des arbitrages sur le déroulement des examens et le déploiement d'un soutien aux apprentissages à distance restent attendus.

Par ailleurs, Pour aider les 330 CFA du BTP à assurer la continuité de leur activité à distance, le **CCCA-BTP met en place un plan d'accompagnement et accélère le déploiement de ses solutions numériques**.

centre-inffo.fr, 23/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Enseignement à distance / Continuité pédagogique

De la formation en présentielle à la formation à distance : les préconisations

Le FFFOD se mobilise pour la formation à distance

Dans le cadre de la crise actuelle provoquée par le Covid19, une dizaine d'experts du FFFOD ont donné des recommandations et des éclairages sur le déploiement et les bonnes pratiques de la formation à distance pour poursuivre l'activité de formation lors d'une **Webconférence le 24 mars de 13h à 14h30**.

Fffod.org ([Revoir la webconférence et/ou accéder au slides](#))

Porter une formation à distance en quelques jours... mais comment ?

Deux spécialistes, **Christine Vaufrey** et **Jean Vanderspelden** donnent quelques conseils à celles et ceux qui se lanceraient en urgence sans être des habitués du e-learning, et aux autres. Par ailleurs, Thot cursus propose un [Répertoire du travail à distance](#) avec les bonnes adresses pour commencer rapidement.

cursus.edu, 18/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

10 clés pour transformer une formation présentielle en formation à distance

Avec la crise sanitaire actuelle, la transformation des formations présentielles en formation à distance devient un enjeu fort. **Comment peut-on en un minimum de temps transformer une formation conçue au départ pour un présentiel de 10 à 12 personnes, voire plus, en une formation 100% à distance ?**

blog-formation-entreprise.fr, 16/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Formation : Point de salut hors du distanciel

Depuis le 14 mars, organismes et centres de formation ne sont plus autorisés à recevoir du public. Prié de se convertir massivement aux vertus de la formation à distance, le secteur tente de s'adapter à ce défi numérique dans les meilleurs délais... et souvent avec les moyens du bord. Le ministère du Travail a beau adoucir la situation en accordant plusieurs dérogations exceptionnelles censées faciliter la vie des professionnels de la formation, le coup est rude à encaisser pour le secteur. « **L'idée que tout le monde pourra passer à la formation digitale demain est illusoire** », soupire **Michel Clézio**, président du Synofdes, la fédération des organismes de formation du secteur de l'ESS. Conséquence du sous-équipement du secteur en matière d'offre digitale. Mais aussi de stratégies numériques longtemps négligées au profit du seul présentiel. Le système D prévaut : les organismes aux ressources limitées mettent en place une continuité de leurs prestations avec les moyens du bord, qu'il s'agisse de vidéoconférences via Skype ou même de contacts avec les stagiaires par téléphone. « **Quels que soient les services ainsi proposés, il s'agira d'une offre dégradée amenée à tenir vaille que vaille le temps de la crise** », résume Michel Clézio. « Notre mission prioritaire reste de ne pas perdre nos stagiaires, surtout les plus fragiles, mais surtout, il fallait sécuriser nos financements pour être assurés que nos organismes puissent poursuivre le travail », indique-t-il.

Entreprise & Carrières 1473, du 23 au 30 mars 2020 ([article complet disponible sur demande](#))

De nombreux acteurs se mobilisent pour faciliter la continuité pédagogique, comment s'y retrouver ?

Attention ! Ce qui est mis à disposition gratuitement l'est pour la durée du confinement, ou bien pour une durée pouvant varier de 1 à 3 mois. La nécessité de continuité pédagogique a eu pour conséquence le développement d'une offre commerciale foisonnante et opportuniste. Comment faire le tri ?

Quelques critères simples :

- **L'usage de l'outil, de la ressource : que veut-on faire ?** De la mise à disposition de ressources ? Consolider des apprentissages ou en proposer de nouveaux ? De la véritable classe virtuelle ? Simplement un RDV de régulation ou d'accompagnement en tête à tête avec un stagiaire ? De la réunion d'équipe ? **C'est l'objectif, l'usage et le public qui doivent déterminer le choix de l'outil.**
- **les outils sont-ils respectueux des données personnelles des utilisateurs ?** Certains outils ont été pointés du doigt pour collecter massivement les données utilisateurs, ne pas être RGPD compatibles etc. Aussi, il ne faut pas ne pas utiliser ces outils, mais le faire en conscience et surtout, porter à la connaissance des personnes conviées, les conditions d'utilisation en leur offrant la possibilité de refuser. En s'inspirant par exemple du droit à l'image, on récolte ainsi un consentement éclairé des bénéficiaires.

Enfin, la cellule FOAD est là pour vous accompagner, vous conseiller tant sur les outils, académiques ou autres, que sur le plan pédagogique ou juridique. Vous pouvez contacter Sarah de La Morandière (Sarah.De-La-Morandiere@ac-versailles.fr) ou Elsa Matilla (elsa.matilla@ac-versailles.fr).

Le FFFOD met à disposition des organismes de formation [une boîte à outils sur la formation digitale](#). Elle rassemble des contributions d'institutions (FFFOD, OpenClassrooms, EdTech...) et de consultants (Jean Vanderspelden, Denis Cristol).

Le ministère du Travail a mis en ligne deux séries de ressources pour la formation : [l'une destinée aux CFA](#), l'autre aux [organismes de formation](#). Le ministère a également publié [une liste de solutions techniques](#) permettant de diffuser, d'animer des formations et d'assurer le lien pédagogique à distance.

EdTech France a ouvert le 17 mars [un portail de l'edtech solidaire](#). Établissements de formation, enseignants, familles et tous les apprenants peuvent y trouver des ressources utiles au maintien du droit à l'éducation et à la formation. L'ensemble de l'offre est classée par type d'usage et public.

La FFP a mis en ligne le 17 mars un ensemble de [solutions digitales](#) permettant de poursuivre l'activité de formation sur un format distanciel : LMS et LCMS, visioconférence et webinaire, animation interactive à distance, contenus sur mesure ou sur étagère, outils de gestion administrative et logistique des formations.

[Un site](#) mis en œuvre par le Syntec numérique présente des solutions réparties en 4 groupes : pour le grand public et les familles, pour mieux gérer le quotidien ; pour les entreprises et les salariés, pour mieux s'adapter à un contexte professionnel de crise ; pour les malades, ou ceux qui craignent de l'être ; pour les professionnels de santé.

France Université Numérique (FUN) et ses établissements membres et partenaires vont rouvrir les [MOOC archivés](#) pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Les ouvertures de cours se dérouleront soit sur le mode "archivé ouvert" soit sur le mode "session animée".

OpenClassrooms a ouvert un [accès gratuit de sa plateforme aux écoles et aux CFA](#). Le 20 mars, cette démarche citoyenne avait déjà profité à 200 établissements et à 30 000 étudiants. Le spécialiste de la formation 100% digital met également à disposition ses conseillers pour accompagner le déploiement de ses solutions.

La région Île-de-France a conclu un partenariat avec le prestataire de formation O'clock afin de mettre à disposition des organismes de formation de la région **une solution gratuite pour dématérialiser leurs contenus et ainsi former leurs stagiaires à distance**. Cette solution a pour l'heure été adoptée par une vingtaine d'organismes franciliens.

Avec l'effort de "continuité pédagogique" engagé face à l'épidémie de Covid-19 et au confinement généralisé, "la dimension académique du Cned a pris tout son sens", constate son directeur général **Michel Reverchon-Billot**. Avec 600 000 connexions uniques par jour sans panne majeure, **le service proposé en urgence par le Cned "montre a minima qu'il est possible de penser des formes scolaires différentes"**. Le recours massif au télétravail laisse penser **une évolution à venir qui nécessitera le développement de compétences liées à l'enseignement à distance**.

Dans le cadre de [l'Opération Nation apprenante](#), **France 4** diffuse à partir du 23 mars des cours donnés en direct par des enseignants de l'Éducation Nationale. Les programmes proposés sont destinés aux élèves, depuis le cours préparatoire jusqu'aux lycéens .

Jean-Michel Blanquer envisage un retour en classe le 4 mai et souhaite maintenir le calendrier du baccalauréat. Sur [Sud radio](#) le même jour, le ministre indiquait néanmoins que le scénario de cours qui ne reprennent pas avant l'été "est aussi possible". Afin "qu'aucun élève ne reste au bord du chemin", le ministre indique que "chaque famille" recevra "chaque semaine" un appel de l'Éducation nationale. **Concernant l'utilisation de plateformes privées et les sociétés qui proposent leur concours aux enseignants ou aux parents, "il faut privilégier le système public, parce qu'il garantit une déontologie et une gratuité"**, indique le ministre. "Lorsqu'on utilise des opérateurs privés, on doit faire attention à ce que les données des élèves soient protégées."

L'Aperçu Formation, centre-inffo.fr, travail-emploi.gouv.fr, aefinfo.fr, du 20 au 24/03/2020

Conséquences d'un recours massif de la population au télétravail

Recommandations de sécurité informatique pour le télétravail en situation de crise

La situation de crise et de confinement liée à l'épidémie du Coronavirus – Covid-19 engendre une **intensification du recours au télétravail**. Pour beaucoup d'employeurs et de collaborateurs, cette situation inédite et qui va s'inscrire dans la durée, n'avait pas été anticipée. **Une mise en œuvre non-maîtrisée du télétravail peut augmenter considérablement les risques de sécurité pour les entreprises ou organisations qui y recourent**. Elle peut même mettre en danger leur activité face à **une cybercriminalité qui redouble d'efforts pour profiter de cette nouvelle opportunité**. En complément des [mesures générales de vigilance cybersécurité](#) publiées sur la crise du Coronavirus, [cet article](#) décrit **les conseils de Cybermalveillance.gouv.fr tant pour les collaborateurs que pour les employeurs afin de limiter les risques de sécurité informatique liés au télétravail**. Par ailleurs, d'après une information publiée dans [un article de L'Express](#), Dimanche 22 mars, **l'AP-HP a été la cible d'une attaque informatique** nécessitant de couper, momentanément, l'accès externe aux mails et à des outils de télétravail. Soyez prudents !

cybermalveillance.gouv.fr et lexpansion.lexpress.fr, 23/03/2020

Des réseaux "dimensionnés" pour faire face aux conséquences du confinement

En cette période de confinement, **les usages à distance se multiplient en lien notamment avec le télétravail et le recours aux outils en ligne**, comme les visioconférences et messageries de groupe. De quoi mettre à l'épreuve les réseaux internet et mobile ? **Les principaux acteurs des télécoms font part de leur capacité à absorber le trafic actuel**, tout en donnant quelques conseils pour ne pas surcharger les infrastructures. Comme **opter en priorité pour le wifi** lorsqu'ils sont à domicile pour alléger autant que possible les réseaux mobiles.

aefinfo.fr, 20/03/2020

Synthèse de l'Etude Télétravail 2020 - Regards croisés Salariés / Entreprises. - 3ème édition

Malakoff Humanis présente [les résultats de son étude annuelle Télétravail 2020](#) avec un focus sur l'impact des grèves et des épidémies. Les grèves de décembre 2019 et la vague d'épidémies de début 2020 ont-ils eu un impact sur le déploiement et la perception du télétravail en France ?

Malakoff Humanis, mars 2020

Conséquences du Covid 19 sur le marché du travail et les entreprises

Publication de la loi sur les mesures d'urgence, ses impacts sur les entreprises

[La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#) publiée au JO du 24 mars, prévoit la mise en place, pour 2 mois, d'une série de mesures pour faire face à l'épidémie de Covid-19 qui impacte l'économie française. Les pouvoirs publics doivent désormais adopter des ordonnances et des textes réglementaires pour rendre les mesures effectives. Des textes qui d'après la rue de Grenelle constituent "**un arsenal législatif et réglementaire objectivement inédit et massif**". Les principales dispositions du texte concernent:

- Le **renforcement de l'activité partielle** qui deviendra "le régime le plus protecteur d'Europe". Pour lever les interrogations sur les questions d'éligibilité des entreprises au dispositif, le ministère du travail a publié sur son site [un schéma](#) résumant les instructions transmises aux Direccte.
- Les **dérogations sectorielles sur le temps de travail** : le gouvernement prévoit de mettre en place des "soupleses" en direction des entreprises.
- **Les congés, RTT** pour lesquels [une ordonnance](#) porte des mesures d'urgence
- **L'épargne salariale** pour laquelle [une ordonnance](#) porte des mesures d'urgence
- Les **demandeurs d'emploi** pour lesquels [une ordonnance](#) visant à prolonger l'indemnisation des chômeurs en fin de droits a été adoptée
- Incitation au versement de la **prime exceptionnelle de pouvoir d'achat** pour les salariés qui assurent la continuité de l'activité en cette période de crise sanitaire

aefinfo.fr, du 23 au 25/03/2020 ([articles complets disponible sur demande](#))

Le gouvernement appelle à la signature de protocoles par secteur pour garantir la sécurité des salariés

Après le bâtiment ce week-end, le gouvernement souhaite que d'autres secteurs d'activité signent des protocoles de bonnes pratiques visant à garantir la sécurité de leurs salariés dans le contexte de pandémie de coronavirus. Dans une interview au Figaro mardi 24 mars 2020, la ministre du Travail, **Muriel Pénicaud** indique avoir "mis en place une taskforce au ministère du travail pour avancer avec les professions sur ces protocoles". **La métallurgie, la grande distribution et "plusieurs dizaines" de secteurs devraient aboutir "dans les jours qui viennent"**.

aefinfo.fr, 24/03/2020

Pôle Emploi publie un « question/réponses »

Pôle emploi a publié, le 20 mars 2020, un "[questions/réponses](#)" destiné aux entreprises et aux demandeurs d'emploi, face à la crise sanitaire. Il sera complété et actualisé régulièrement. Le contrôle de la recherche d'emploi est suspendu. "**Aucun demandeur d'emploi ne sera radié ou sanctionné pendant cette période**".

pole-emploi.org, 20 et 24/03/2020

EN BREF : Le gouvernement, la FFB, la Capeb et la FNTF ont signé samedi 21 mars 2020 [un communiqué commun](#) définissant le cadre juridique, sanitaire et économique d'une poursuite des chantiers du BTP // La branche des services de l'automobile prend des dispositions relatives au Covid-19 dans une [délibération paritaire](#) // La secrétaire d'État aux Solidarités, **Christelle Dubos**, a annoncé la constitution d'une "réserve sociale" avec la mobilisation des étudiants en travail social volontaires pour soutenir tous les types d'établissements médico-sociaux : Ehpad, CHRS, MECS, IME ... // Le secteur de l'aide à domicile alerte sur les difficultés d'approvisionnement en matériel de protection et demandent des "consignes claires concernant la priorisation des interventions" // Start-up : le gouvernement annonce un plan d'urgence de soutien de près de 4 Md€ dont le remboursement accéléré du CIR

Conséquences du Covid 19 sur l'Economie

Coronavirus : le PLFR est définitivement adopté par le Parlement pour financer de premières mesures d'urgence

Après l'Assemblée nationale, le Sénat a voté le 20 mars à l'unanimité le PLFR (projet de loi de finances rectificative) corrigeant le budget de l'État pour 2020. **Définitivement adopté, le texte repose sur des hypothèses budgétaires soumises à de forts aléas en raison de l'imprévisibilité des conséquences de la crise du Coronavirus sur l'économie.**

aefinfo.fr, 20/03/2020

Dominique Méda : "La crise du Covid-19 nous oblige à réévaluer l'utilité sociale des métiers"

À l'avant, une armée de soignants se battant contre le coronavirus, les mêmes qui depuis des semaines hurlaient à l'appauvrissement de l'hôpital public. À l'arrière, des millions de confinés, forcés d'interroger l'utilité d'un quotidien temporairement empêché. Cette guerre sanitaire sans précédent affiche l'absurdité d'une hiérarchie sociale des métiers à repenser, estime **Dominique Méda dans une interview pour le magazine Pour l'Eco**. Travailler, mais pour construire quelle société ? Celle qui saura faire face aux multiples fronts, pandémie aujourd'hui, climatique demain ? Des mesures de rupture ont été promises une fois la sécurité sanitaire retrouvée...

pourleco.com, 24/03/2020 ([lien vers l'interview complète](#))

EN BREF : Pour en savoir plus sur le **chômage partiel et son efficacité**, [cet article de Pour l'Eco](#) reprends les bases et analyse la situation actuelle // "Le gouvernement prend des mesures pour **garantir le pouvoir d'achat des travailleurs handicapés et soutenir les gestionnaires**. Cela concerne le **maintien de rémunération pour les travailleurs handicapés**. En contrepartie, la part de rémunération versée par les Esat sera prise en charge par l'État" // **Le Secrétariat d'État chargé des personnes handicapées** publie une [foire aux questions](#) pour répondre aux interrogations suscitées par la crise sanitaire // **L'UNML** fournit aux structures des **informations pratiques et des outils** pour accompagner les jeunes à distance via [un espace dédié au coronavirus](#) sur son site Internet et une [foire aux questions](#)

Informations non liées à la crise due au Coronavirus

L'Afest, au cœur d'une nouvelle stratégie d'acquisition des compétences ?

Carine Seiler, conseillère spéciale au Haut-Commissariat à la transformation des compétences, a annoncé la **création d'ici moins d'un mois d'un groupe de travail sur les Afest**, dans le cadre du PIC.

Les Pays de la Loire cofinancent l'Afest : "Tout a un coût ! La préparation de l'entreprise ou du service d'accueil, la professionnalisation des différents intervenants, etc. Ce qui justifie une aide financière à la prise en charge de l'Afest, décidée par la Région Pays de la Loire."

Constructys référence des prestataires Afest : "Constructys a décidé de financer l'Afest. Ce qui implique des exigences : l'entreprise doit recourir à un des 120 prestataires référencés par l'Opco et produire un document formalisant la démarche pédagogique. [...] Nous envisageons de **co-organiser des POEC utilisant l'Afest avec Pôle emploi**."

centre-inffo.fr, 18/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Qualité des formations : la DGEFP précise l'indicateur de résultat que les CFA doivent afficher dans le cadre de Qualiopi

À compter du 1^{er} janvier 2021, les CFA créés depuis la promulgation de la loi "Avenir professionnel" devront respecter les nouvelles règles de qualité en matière de formation fixées par cette même loi. Pour accompagner tous les acteurs de la formation et de l'apprentissage dans cette transition, la DGEFP a publié un "[guide de lecture](#)" du nouveau "référentiel national de qualité". Dans sa dernière mise à jour, il apporte une précision pour les CFA.

aefinfo.fr, 24/03/2020

CEP : un pas en avant pour la coordination des acteurs de l'orientation en Ile-de-France

Le Groupement Évolution, opérateur du CEP des actifs occupés du secteur privé en Ile-de-France, annonce la **signature d'un partenariat avec l'Association régionale des Cités des métiers d'Ile-de-France**.

centre-inffo.fr, 26/03/2020 ([article complet disponible sur demande](#))



EN BREF

La réforme de l'organisation territoriale de l'État est officiellement reportée au 1^{er} janvier 2021 en raison de l'épidémie de Coronavirus // En Île-de-France, le confinement a permis de réduire jusqu'à 30 % la pollution de l'air et les émissions de CO2 // Édouard Philippe annonce la suspension des jours de carence pour les salariés et agents publics atteints de coronavirus // La DGAFP a publié un "[Questions/réponses pour les employeurs et agents publics](#)" sur le coronavirus // Les écrits des concours nationaux sont reportés et seront réorganisés à partir de la fin du mois de mai // Tous les concours de recrutement de l'Éducation nationale seront reportés entre juin et juillet // Le gouvernement précise que le Covid-19 sera considéré comme une maladie professionnelle pour les soignants // Pour soutenir les hôpitaux franciliens pendant la crise sanitaire, le ministère du Travail a décidé de débloquer 18 millions d'euros sur les crédits du plan d'investissements dans les compétences (PIC). Cette enveloppe permettra de rémunérer les élèves infirmiers qui viendront renforcer les équipes des établissements de santé d'Île-de-France // Toutes les mobilités prévues dans le cadre du programme Erasmus + sont désormais suspendues



LES PETITES NOTES POSITIVES

Inspirant, pédagogique et très drôle ! À regarder jusqu'au bout !

[Dans cette vidéo](#), un papa demande à ses enfants d'écrire les instructions exactes pour réaliser un sandwich au beurre de cacahuète ... Exactes, on a dit !

Sur Twitter les policiers ont de l'humour...

[la police espagnole n'a pas oublié d'être... espagnole...](#)

et [la police belge... qui elle aussi n'a pas oublié d'être belge...](#)

Le Community manager du Ministère des Sport à de l'humour... Et de la patience aussi...

<https://twitter.com/FloLigeriss/status/1241029908979232774>

<https://twitter.com/CaptainJules/status/1240607798460850177>

https://twitter.com/antoine_lcg/status/1240237151092125696

https://twitter.com/DarkVador_Off/status/1240893031026266112

En période de confinement, pensez à faire de l'exercice !

Les recommandations du Ministère des sports pour faire du sport à la maison en ligne :

<https://twitter.com/FloLigeriss/status/1241029908979232774>

Et on termine par une vidéo instructive

[Bien se laver les mains pour une totale désinfection](#)

Directeur de la publication : Gérard Puigdemont *Délégué académique à la formation continue.*

Responsable de la rédaction : Muriel Lajugie-Liondor *Responsable du CAFOC. Rédaction :* Amandine Vigne *Documentaliste au Centre académique de ressources (CAR). Avec la collaboration de :* Elsa Matilla *Chargée de mission ingénierie pédagogique et usages du numérique. Graphisme et mise en page :* Micheline Montout *Chargée de communication, Lionel Garcia Graphiste.*



amandine.vigne@ac-versailles.fr

Lettre optimisée pour une lecture sur écran, au format pdf et contenant des liens hypertextes.
Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer que si nécessaire.

COVID-19 Il existe des gestes simples pour vous protéger et protéger votre entourage



Se laver les mains très régulièrement



Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir



Utiliser des mouchoirs à usage unique



Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades